



## **Pour une assurance chômage digne de ce nom II**

### ***Offensive en matière de formation continue en réponse à la crise***

Discours de Josiane Aubert, conseillère nationale (VD), vice-présidente de Travail.suisse

*Seules les paroles prononcées font foi.*

Chers, chères camarades,

Les grands manitous de la finance qui ont joué à la roulette russe avec l'argent des honnêtes gens ont jeté le monde dans une crise sans précédent et, comme dit la chanson de Michel Bühler :

*« C'est toujours les p'tits qui s' mouillent  
Quand viennent l'automne et la pluie,  
C'est toujours les p'tits qui s' mouillent,  
Les gros sont bien à l'abri! ... » !*

Les pays les plus pauvres de la planète se retrouvent face à des crises alimentaires sérieuses, le programme de l'UNESCO avec les objectifs « Education pour Tous » pour 2015 est fortement ralenti, laissant des millions d'enfants sans accès à l'école.

Alors que le monde de la finance annonce la reprise et semble prêt à poursuivre comme si rien ne s'était passé, le nombre des chômeuses et chômeurs ne cesse de croître dans l'ensemble des pays. La Suisse n'échappe pas à cette situation, très douloureuse pour toutes les familles touchées dans leur vie quotidienne par la perte d'un emploi.

Dans un pays où il a suffi de quelques heures pour débloquer des milliards pour sauver l'UBS, nous ne pouvons accepter un démantèlement de l'assurance chômage, avec :

- une stigmatisation des jeunes sans emploi
- des tentatives d'envoyer les chômeuses et chômeurs aussi vite que possible à l'aide sociale des cantons,
- une pénalité pour celles et ceux qui se formeraient sans retrouver immédiatement un emploi !

Chers camarades, nous refusons fermement une telle évolution !

***Pour lutter contre le chômage, la formation des plus vulnérables est une réponse adéquate et une solution d'avenir pour eux, pour la société, pour l'économie !***

*La situation sur le front du chômage est préoccupante, liée en premier lieu à la crise économique. Il s'agit d'un **chômage conjoncturel**, qui touche de plein fouet des jeunes, des personnes sans formation professionnelle de base ou peu formées, des travailleuses et travailleurs actifs depuis de nombreuses années dans un secteur en perte de vitesse. Cet état de fait est aggravé sur le long terme par un changement structurel de l'économie. Ainsi une partie du chômage actuel se muera en **chômage structurel** si les personnes ne sont pas préparées dès aujourd'hui à la reprise par une qualification professionnelle adéquate.*

Nous partons de plusieurs constats :

- La crise est un révélateur puissant de la mutation de notre économie. Comme lors des crises précédentes, il est à craindre que des emplois dans le secteur de l'industrie et de l'artisanat soient perdus à jamais, ou tout au moins, ne nécessitent de nouvelles qualifications de la part des travailleuses et travailleurs.
- Malgré la crise, certains secteurs de l'économie manquent de personnel hautement qualifié, signe que le profil économique évolue dans sa substance. C'est un défi de taille pour l'avenir, qui doit interpeller tous les responsables politiques de la formation. Lorsque ces dernières années plus de 60% des personnes qui arrivent de l'Union européenne dans notre pays sont des diplômés du tertiaire, et ceci en pleine crise économique, nous devons prendre acte que notre tissu économique change en profondeur, avec une progression constante vers le secteur tertiaire. A l'heure actuelle et dans un proche avenir, nous manquons de médecins, d'ingénieurs, d'enseignants, de personnel soignant, d'informaticiens... Notre pays doit prendre ces éléments en compte pour l'avenir et considérer que notre force sera toujours plus dans la bonne formation de notre population, de toute la population résidente, y compris les enfants sans statut légal !
- Les chiffres actuels du chômage frôlent les 180'000 personnes. Un tiers d'entre elles sont sans formation professionnelle de base (formation secondaire II). Si un certain nombre se voit offrir des cours de perfectionnement par le chômage, ces cours ne sont pas réellement validés dans le cadre d'une formation qualifiante. Les ORP (offices régionaux de placement) n'utilisent que très modérément ces possibilités de formation. Les chiffres sont parlants : Les articles 66 a et c LACI concernant les allocations de formation sont malheureusement utilisés de manière très restrictive : en 2008, seules 428 personnes ont bénéficié de telles mesures au niveau suisse, soit moins de 1 % des personnes qui pourraient être concernées... Admettez que la marge de manœuvre est encore large entre ces 428 personnes et les 60'000 potentiellement susceptibles d'y avoir recours !
- La situation dans la formation continue doit aussi nous interpeller : les 5,4 milliards de francs que les Suisses dépensent – ou investissent – dans la formation continue, essentiellement à titre privé, par les employés et les employeurs, le sont à 60% par des personnes déjà très bien formées, détentrices d'un diplôme tertiaire. Les salariés à revenu les plus modestes, peu formés, sont marginalisés et peu ou pas concernés par la formation continue. Cette situation doit changer !

***Pour répondre à ces défis majeurs,*** le parti socialiste exige ***une réelle offensive de formation*** pour lutter avec efficacité contre la crise actuelle et dans la perspective de bâtir solidement l'avenir. Les mesures sont multiples, concrètes et doivent s'adresser directement aux personnes touchées par le chômage. Nous exigeons :

- 1. Un changement de paradigme dans l'assurance chômage face aux personnes peu formées ou sans formation professionnelle de base**

- ➔ Le SECO et l'OFFT doivent travailler main dans la main et insuffler un vent nouveau dans les ORP : Formation plutôt que réinsertion à n'importe quel prix !
- ➔ Il y a nécessité de former le personnel de tous les ORP du pays dans cet esprit.
- ➔ Toute personne sans formation de base, qui montre volonté et capacité, doit se voir proposer un bilan de compétence, une validation des acquis professionnels, un plan de formation adapté, sans limitation d'âge !
- ➔ Les cours proposés dans le cadre du chômage doivent être constitués de crédits qualifiants, comme c'est le cas dans le tertiaire avec Bologne. Ainsi, les cours payés par le chômage ne seront pas seulement un profit pour les entreprises qui les proposent, mais seront réellement au service des chômeuses et chômeurs, en vue de préparer un avenir professionnel meilleur.
- ➔ Une période de chômage doit être mise à profit pour combler des déficits d'apprentissage pour les plus fragiles, groupes de population issus de la migration ou personnes illettrées.
- ➔ Toute personne désireuse de se former doit être encouragée et non pas rencontrer de multiples obstacles administratifs et pécuniaires sur son chemin. C'est tout particulièrement important pour tout jeune, y compris entre 25 et 30 ans. Les mesures envisagées dans la révision en cours de la LACI sont spécialement perverses à cet égard !

## **2. Chômage partiel doit rimer avec formation continue**

- ➔ Ces périodes permettent aux entreprises de garder leur personnel et de ne pas perdre le know-how si précieux pour assurer la reprise. Vu les mutations technologiques qui se poursuivent, c'est le moment adéquat pour favoriser une phase de formation continue, dès que la période de chômage partiel atteint quelques mois. Des mesures d'encouragement doivent être mises en place par le SECO.

## **3. Les jeunes qui ont un premier diplôme en poche n'ont pas leur place au chômage**

- ➔ Ils ne doivent pas se retrouver au chômage après une première formation. Plutôt que les pousser dans n'importe quel job, dans une période d'assèchement du marché du travail, - comme les partis de droite le demandent dans la révision de la LACI - mieux vaut les encourager à entreprendre une formation complémentaire, par exemple dans une école supérieure ou une HES.

## **4. La formation continue doit devenir un droit pour tous :**

- ➔ Le rapport du conseil fédéral sur la formation continue et le rapport suisse sur la formation sont clairs : le 60 % des personnes les mieux formées au départ sont

celles qui bénéficient le plus de formation continue. A l'inverse, celles qui sont peu ou pas formées ne se voient pratiquement jamais proposer des cours de formation continue. Cette situation doit changer, mais elle ne sera pas améliorée avec les propositions de défiscalisation des frais de formation continue actuellement discutées au parlement. Nous devons exiger 5 jours de formation continue pour toutes et tous, payés par les entreprises.

- ➔ Les groupes marginalisés face à la formation doivent à l'avenir recevoir des appuis didactiques et financiers adéquats pour avoir accès à une formation tout au long de la vie. Des bourses de formation doivent être mises sur pied pour eux.
- ➔ Pour atteindre ces buts, nous exigeons que le Conseil fédéral se mette hardiment au travail et présente enfin la loi sur la formation continue. C'est un mandat constitutionnel depuis l'acceptation par le peuple des articles sur la formation en 2006 : il est temps d'agir, nous voulons des résultats tangibles et rapides!

**Toutes ces mesures sont nécessaires,**

- **pour les personnes concernées d'abord, qui auront une perspective améliorée dans leur vie professionnelle,**
- **pour l'économie ensuite, qui bénéficiera de personnes répondant aux exigences de qualification de plus en plus grandes,**
- **pour la société enfin. Une étude du Bureau BASS, commandée par Travail.Suisse en 2009 a mis en évidence qu'une personne qui reçoit une formation professionnelle, même à un âge avancé, devient moins fragile face à la maladie, aux accidents, au chômage, et permet à la société des économies de l'ordre de 10'000 francs par an.**

**Chers camarades, aidez-nous, agissez dans les cantons simultanément aux actions du groupe parlementaire fédéral !**

**Dans le domaine de la formation et du chômage, l'imbrication des politiques publiques fédérales et cantonales, l'implication dans les cantons des différents départements de l'action sociale, de l'économie et de la formation, tout cela nous force à une action concertée et à des mesures concrètes autant aux Chambres fédérales que dans chacun des cantons !**

**Toutes ces mesures sont importantes pour contrecarrer la crise.**

**Les socialistes ont toujours privilégié, conjointement aux urgences politiques, une vue des enjeux sur le long terme. C'est dans cet esprit que l'initiative « De nouveaux emplois grâce aux énergies renouvelables » sera lancée toute à l'heure.**

**Nous poursuivrons aussi nos combats pour l'éducation dès la petite enfance, la lutte pour l'intégration et contre les inégalités dans la scolarité obligatoire, et en faveur d'un système de bourses qui permette à l'avenir à chaque jeune de se former selon ses**

**capacités et motivations personnelles et non pas en fonction du revenu de ses parents!! Là aussi, chers camarades, sur chacun de ces fronts, l'action que vous pouvez mener dans les cantons est urgente et nécessaire.**

**La formation est plus que jamais un enjeu d'avenir pour notre pays au cœur de l'Europe. Je me réjouis de lutter avec le groupe parlementaire fédéral, et à vos côtés, pour atteindre ces buts et vous encourage à récolter des signatures pour l'initiative, signe de notre engagement fort contre les méfaits de la crise.**